



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

L'industrie minière : des milliers d'emplois sont menacés

Rouyn-Noranda, le 5 février 2000 - L'industrie minière vit présentement une crise profonde; les mines s'épuisent et il ne se fait presque plus d'exploration. Les gouvernements provincial et fédéral doivent contribuer à la relance de l'exploration afin de sauvegarder et revitaliser l'industrie. **Des milliers d'emplois et la survie de nombreuses municipalités du Québec et du Canada sont en jeu ...!**

L'Association des prospecteurs du Québec (APQ) lance un cri d'alarme aux gouvernements provincial et fédéral pour qu'ils supportent l'industrie minière et votent des mesures extraordinaires d'appui dans le cadre de leur prochain budget. Dans cette optique, l'APQ propose la création d'un fonds d'urgence au niveau provincial et, de concert avec l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE), des améliorations au régime des actions accréditatives au niveau fédéral.

L'IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE

L'industrie minière contribue grandement à l'économie canadienne. Au Québec elle génère plus de 18 000 emplois directs et 53 000 emplois indirects. **Ces emplois engendrent annuellement des paiements de 310 millions de dollars en taxes et impôts.** L'industrie minière est le moteur économique des régions périphériques comme l'Abitibi-Témiscamingue, Chibougamau et la Côte-Nord et elle contribue directement à l'économie de Montréal, de la Montérégie et du Lac Saint-Jean. Les minéraux et métaux comptent pour 60% du transport maritime et ferroviaire au pays. Près de 80% de la production minérale canadienne est exportée pour un excédent commercial de 14,2 milliards de dollars. De plus selon l'Institut Fraser de Vancouver le Québec a été récemment reconnu comme l'un des endroits les plus favorables au secteur minier au monde, grâce à son régime fiscal, sa législation et son potentiel minéral.

NATURE DE LA CRISE QUE VIT L'INDUSTRIE

La crise que traverse l'industrie est à ce point sérieuse que seulement 6 des 23 mines en opération au Québec en 1998 ont des réserves qui excèdent 5 ans. En ce moment, seulement 6 nouveaux projets sont en phase de développement avancé et parmi ceux-ci, 5 auront une durée de vie estimée à moins de 5 ans. Or le temps nécessaire entre le moment de la découverte et la mise en production d'un gisement, varie de 5 à 10 ans. **D'où l'urgence d'agir.**

L'étape d'exploration requiert à elle seule des investissements de l'ordre de 75 millions de dollars par gisement et elle repose essentiellement sur les épaules des sociétés "juniors". Le financement par actions accréditatives de 1999, source principale de financement des sociétés "juniors", a atteint un seuil critique inacceptable. Au Québec, seulement 7,1 millions de dollars ont été récoltés pour l'exploration. Ces statistiques s'insèrent dans la tendance observée au cours des dernières années au Canada qui démontre que la moyenne des fonds levés par année par société "junior" active a chuté de 2,5 millions de

dollars à moins de 500 000\$. Ce montant représente à peine un budget de survie totalement insuffisant pour faire de l'exploration et encore moins des découvertes.

La crise que traverse l'industrie entraîne l'exode des professionnels de l'exploration et de l'exploitation vers d'autres domaines. Si rien n'est fait rapidement pour contrecarrer cette tendance, le Québec et le Canada ne seront pas en mesure de profiter de la relance, car ils auront perdu l'expertise et la main-d'oeuvre qualifiée pour mettre en valeur le potentiel minéral.

IL FAUT AGIR

Nous exhortons le gouvernement provincial à adopter une attitude pro-active et responsable envers sa population et à voter un fonds spécial d'urgence pour stimuler la relance de l'exploration minière au Québec dès l'an 2000. Nous demandons et insistons auprès du gouvernement fédéral pour qu'il maintienne et bonifie le régime actuel des actions accréditives.

L'A.P.Q. encourage la population et les municipalités dont les pôles économiques sont directement reliés au développement durable des ressources naturelles, à se mobiliser et à faire pression auprès desdits gouvernements. Il y a URGENCE D'AGIR...C'est plus de 100,000 emplois et la survie de plusieurs régions périphériques du Québec et du Canada qui sont en jeu.

Pour information:	Guy Parent, président	819-797-0606
	Daniel Bernard, directeur général	819-762-1599